

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 28 juin 2022

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°91-2022 PROTOCOLE D'ACCORD SYNDICAL : ABROGATION DE LA DELIBERATION N°51-2020 DU CASDIS DU 26 JUIN 2020

Le 28 juin 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dans la salle Sébastien Couturier, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 25 mai 2022

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARUSSEAU, BESSON, BLANC, CABRI, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, LIGONNIERE, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	13

Membres de droit :

Madame : le Payeur départemental.

Membres ayant voix consultative :

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le capitaine DUMILLARD, le capitaine FAIVRE, PINAUD, la sergente-chef PRIOUR, l'adjudant-chef RUCHAUD.

Assistaient également :

Mesdames et Messieurs : les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement, VIC.

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs : le Préfet, la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, BARRAUD, BAUDON, BOTTON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GRAU, le Sénateur LAURENT, LIBELLI, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PAPINEAU, PROTEAU, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le lieutenant LARGE.

N° 91-2022

**PROTOCOLE D'ACCORD SYNDICAL : ABROGATION DE LA DELIBERATION N°51-2020 DU CASDIS
DU 26 JUIN 2020**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la
Charente-Maritime,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le règlement intérieur du SDIS,
- Vu** la délibération n°51-2020 du Conseil d'administration du 26 juin 2020,
- Vu** l'avis favorable du comité technique du 9 juin 2022,
- Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

Par courrier adressé aux organisations syndicales représentatives en date du 30 octobre 2019, le Président du Conseil d'administration les avait informées de son intention de rendre caduc l'article 35 du protocole d'accord syndical en vigueur au sein de l'établissement depuis le 19 décembre 2013.

Cette décision a été actée par la délibération citée en objet du présent rapport.

Compte-tenu des derniers échanges entre la direction, la présidence et les organisations syndicales, il vous est proposé d'abroger la délibération n°51-2020 du 26 juin 2020.

L'article 35 du protocole d'accord syndical relatif aux situations des agents pendant la grève ainsi que l'article 316 du règlement intérieur y afférent sont donc applicables dans leur version initiale du 19 décembre 2013.

Ils pourront faire l'objet d'une nouvelle rédaction, en tant que de besoin, à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022.

Le Comité technique réuni le 9 juin 2022 a émis un avis favorable sur ce rapport.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- D'approuver l'abrogation de la délibération n°51-2020 du Conseil d'administration du 26 juin 2020.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Certifié, publié et exécutoire

le 07/07/2022

C28062022 DEL 91

Pour le Président du Conseil d'administration
et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint

Colonel Eric JOUANNE

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN